

Haute-Savoie

# Enseignement catholique: vigilance accrue face aux comportements déviants

**L'enseignement diocésain a placé la rentrée sous le signe de la vigilance. Notamment par rapport aux incivilités et aux affaires d'abus sexuels qui ont ébranlé la planète éducative catholique. Des scandales qui n'ont toutefois pas détourné les familles des 99 établissements privés du département. Les élèves sont 33 000 à faire leur rentrée; 410 de plus qu'en 2024.**

Les incivilités, mal du siècle, n'épargnent pas l'enseignement catholique. Des paroles violentes et déplacées entre parents, enseignants et élèves... Voilà le problème qu'il a décidé de traiter, avec méthode et sur un temps long. La direction diocésaine avait déjà travaillé sur le sujet lors d'une journée organisée à La Roche-sur-Foron, en avril dernier. Six cents personnes avaient cogité sur le thème du bien vivre ensemble.

## Une réflexion sur les espaces plus ou moins sûrs

«En prenant ce sujet à bras-le-corps, nous sommes au cœur de ce qui peut affecter ou renforcer une communauté éducative», expliquait ce 26 août le directeur diocésain, Marc Héritier, lors de la conférence tenue traditionnellement avant la rentrée des classes. Même attention redoublée pour les problèmes liés aux comportements abusifs, avec le spectre de l'affaire Betharram en arrière-plan.

Le directeur diocésain a mis en place ce qu'il appelle un plan

“boussole”, en réponse aux nombreux dossiers judiciaires qui ont ébranlé l'enseignement catholique en France. Depuis 2018, un plan de prévention des publics fragiles avait déjà été mis en place au niveau national. Les établissements pouvaient s'en emparer ou non. L'enseignement privé de Haute-Savoie a décidé, depuis la fin de l'année dernière, de le systématiser dans tous les établissements, pour tous les niveaux de classe. Par quels moyens? Par une phase d'autodiagnostic qui a eu lieu à la fin de la dernière année scolaire, selon huit critères dont, entre autres, la qualité d'une relation, l'éducation à la fraternité, une réflexion sur les espaces plus ou moins sûrs, ou bien encore la prévention...

Les équipes de direction doivent désormais remplir des questionnaires donnant lieu à une évaluation de la situation, synthétisée dans un graphique. Par ailleurs, le service psychologie de l'institution va organiser, pas bassins géographiques, la formation des équipes durant deux trimestres. Notamment sur l'accompagnement des enfants, le recueil de la parole, les relations avec la justice...

Une phase qui sera suivie, en fin d'année, d'une deuxième autoévaluation qui sera comparée à la première. Si la direction a choisi cette méthode d'autoévaluation, c'est pour, affirme Marc Héritier, «faire prendre conscience aux chefs d'établissement des situations et les responsabiliser.» Elle aurait également pour objectif de les aider à mieux répondre aux contrôles réguliers de l'Éducation nationale et aux visites de tutelle. Les



De g. à dr. : Marc Héritier, directeur diocésain, Emmanuel Roig, son adjoint, et Éloïse Droux, adjointe diocésaine à la pastorale. Photo Le DL/C.L.

internats, tout particulièrement, seront placés sous loupe.

## «Il est quasiment impossible de truquer les résultats»

Sur le fait que ce concept d'autoévaluation puisse interroger sur son efficacité car non indépendant, le directeur analyse: «Il est quasiment impossible de truquer les résultats tant les items des questionnaires sont multiples et croisés.»

Les abus sexuels ne sont pas les seuls maux visés. Il s'agit, aussi, de prendre le pouls du climat scolaire. Le directeur complète: «Placer un élève en situation d'échec permanent, c'est aussi de la maltraitance.»

Il tient toutefois à préciser: «Si nous avons mis en place ce

plan “boussole”, ce n'est pas pour répondre à une situation dramatique. Mais toutes ces actions sont mises en place pour éviter les situations d'emprise, d'où naissent toutes les dérives.» Chaque année, des signalements sont réalisés qui ne font pas tous l'objet d'une suite devant la justice. Par ailleurs, il tient à rappeler que les contrôles de l'Éducation nationale, qui peuvent être aléatoires, sont menés avec ses propres outils, en toute indépendance. L'an dernier, deux écoles et un internat ont été supervisés en Haute-Savoie. Les uns pour le respect des procédures administratives, l'autre pour son internat. «Des inspections que nous souhaitons», appuie le directeur. Il confirme qu'à la suite de ces contrôles, de bon-

## Repères ► Ouvertures et fermetures

### ● Dans les écoles

Deux ouvertures de classe: à l'école de La Chamarette à Annemasse et à l'école des Cordeliers à Seynod.

Une fermeture de classe: à l'école Démoz de Rumilly.

### ● Dans les collèges

Trois ouvertures de classe: une 4<sup>e</sup> au collège Saint-Bruno à Évian, une 4<sup>e</sup> au collège du Sacré-Cœur à Thonon, une 6<sup>e</sup> au collège Saint-Joseph à Thonon.

Trois fermetures: une 6<sup>e</sup>, une 5<sup>e</sup> et une 3<sup>e</sup> au collège Démoz de Rumilly.

### ● Dans les lycées

Ouverture d'une classe de seconde au lycée des Cordeliers à Cluses.

# 14

C'est le nombre de nouveaux chefs d'établissements qui entrent en fonction à la rentrée, conséquence notamment de départs à la retraite. L'an dernier, ils étaient cinq.

nes notes ont été attribuées.

Cependant, la multiplication des affaires judiciaires en France n'aurait pas incité les familles à désinscrire leurs enfants des établissements privés haut-savoyards. Les nouveaux élèves accueillis pour cette rentrée 2025 seront au nombre de 410, contre 373 l'an dernier.

● Colette Lanier

## Un nouveau collège en 2027 à Reignier

Un nouveau collège, d'une capacité de 500 élèves, va voir le jour à Reignier-Ésery, à proximité du complexe sportif en cours de construction, route de l'Éculaz.

Une opération inédite pour l'enseignement catholique qui n'avait à ce jour, jamais mené ce type d'opération. Cette construction devrait répondre à la saturation des collèges Sainte-Marie à La Roche-sur-Foron (200 élèves) et Saint-François (1000 élèves) à Ville-la-Grand.

Dès la rentrée 2027, ce nouvel établissement devrait accueillir trois classes de 6<sup>e</sup>. D'ici huit ans, il devrait comporter quatre classes par niveau.

D'un budget de 16 millions d'euros, il sera financé, pour la plus grande part, par les familles à qui il est demandé une contribution annuelle de 30 euros. L'achat des terrains est en cours de finalisation. Une solidarité immobilière dont l'enseignement catholique est familier. Cette méthode avait également permis de rénover les écoles primaires de Boège, Villards-sur-Thônes, de Menthon-Saint-Bernard, de Cruseilles...

● C.L.

HSA06 - VI

## Des actions pour accompagner les suppléants qui n'ont jamais enseigné

Comme l'an dernier, aucune réserve d'enseignants n'a pu être constituée pour cette nouvelle rentrée. Cette année, 3300 sont sur le pont (contre 3500 l'an dernier), dont les éventuelles défaillances seront donc difficiles à palier. Les recrutements restent difficiles. Dans le premier degré, il y aura un enseignant devant chaque classe. En revanche, dans le second degré, si les postes à temps complet sont tous pourvus, des heures manqueront encore dans certaines disciplines.

Par ailleurs, pour cette rentrée 2025, de nombreux postes ne seront pas assurés par des titulaires mais des suppléants. Parmi eux, une trentaine d'entre eux n'a jamais enseigné. Les accompagner est une priorité de la direction, en particulier en ce qui concerne les pratiques et relations avec les élèves et parents. Cinq jours d'accompagnement pédagogique, non obligatoires, sont prévus, dispensés par des enseignants d'expérience.

● C.L.